

# COMMENT REMETTRE L'ÉCOLOGIE SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE POLITIQUE ?

Antoine Bristielle

22/10/2024

**Alors que les enjeux de politiques publiques liés à l'environnement occupent la portion congrue du débat public, la manière de pousser ces questions à l'agenda dépend étroitement de leur acceptabilité auprès des citoyens. Quels types de politiques environnementales les Français plébiscitent-ils ? Les mesures incitatives sont-elles toujours préférées aux mesures contraignantes ? À partir des données d'une enquête réalisée par **Project Tempo**, en partenariat avec Ipsos et l'agence Stonehaven, Antoine Bristielle, directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation et directeur France de Project Tempo, propose une analyse des politiques à même d'emporter la plus large adhésion.**

L'année 2024 en France a été marquée par de nombreux soubresauts politiques. Les élections européennes ont vu le Rassemblement national (RN) arriver en tête avec 31% des suffrages exprimés. Dans la foulée – et à la surprise générale –, Emmanuel Macron décida de dissoudre l'Assemblée nationale. Les élections législatives qui en résultèrent débouchèrent sur une Assemblée largement éclatée et sur l'absence de majorité absolue. Les semaines qui suivirent furent marquées par de nombreuses tractations de part et d'autre du spectre politique pour faire émerger un Premier ministre, avant de voir finalement Michel Barnier être nommé à Matignon suite à une alliance entre Les Républicains (LR) et Ensemble pour la République (EPR, dit Ensemble).

Néanmoins, dans ce brouhaha politique, les enjeux de politiques publiques tendent à prendre une place de plus en plus restreinte. En particulier, les questions écologiques sont devenues particulièrement absentes du débat politique, devenant dans le même temps uniquement le quatrième enjeu déterminant du vote (24%), derrière les questions de santé (29%), l'immigration (35%) et le pouvoir d'achat (50%)<sup>1</sup>. Plus encore, la ligne de crête pour la mise en place de mesures environnementales est particulièrement étroite, d'une part parce qu'elles peuvent vite entraîner une levée de bouclier de la part des citoyens (on l'a vu avec le mouvement des « gilets jaunes ») et d'autre part parce que, dans un contexte budgétaire contraint, ce sont souvent ces mesures qui sont retirées de l'agenda, car considérées comme trop coûteuses pour des retombées positives qui ne se constateront uniquement que sur le moyen terme.

Pour autant, la mise en place de politiques publiques environnementales en France est une nécessité : la France est le 21<sup>e</sup> plus gros émetteur de CO<sub>2</sub> dans le monde et le 4<sup>e</sup> dans l'Union européenne (UE). L'objectif fixé de réduire ces émissions de 55% d'ici 2030 nécessite de mettre en place des politiques publiques extrêmement volontaristes.

Dans la note qui suit, une observation récurrente sera le soutien sous-jacent à l'action climatique en France. Mais si l'ambition est là, comme dans un certain nombre d'autres pays d'Europe, l'acceptation de l'action climatique par le public peut se heurter à la mise en œuvre de politiques spécifiques. Pour résoudre ce problème, il est essentiel de mieux aligner la conception et la mise en œuvre des solutions politiques sur les préoccupations de premier ordre des électeurs en reconnaissant que l'intérêt pour le climat, bien qu'important, ne sera pas toujours suffisant à faire progresser l'action. Dans ce contexte, Project Tempo, une organisation non gouvernementale (ONG) européenne apolitique, a étudié les politiques publiques favorables à l'environnement afin de comprendre comment il est possible d'obtenir un soutien large et profond en faveur de l'action climatique. L'objectif est de comprendre comment aligner au mieux l'action sur le changement climatique avec d'autres priorités nationales, souvent liées à d'autres priorités économiques et sociales. Les études réalisées montrent à quel point la société française est divisée sur des valeurs économiques ou sociétales, mais également sur les questions environnementales. Or, c'est justement en comprenant les spécificités et les attentes de chacun des groupes qui composent la société française que les acteurs politiques seront en mesure de proposer les mesures environnementales les plus à même de susciter l'adhésion de la population.

Dans cette note, nous livrons les premiers résultats d'une étude menée en France entre janvier et mai 2024. Cette étude comprenait des *focus groups* et des sondages. Les données de ce document sont issues d'une enquête réalisée en partenariat avec Ipsos et l'agence Stonehaven, sur un échantillon de 2000 personnes représentatif de la population française.

Cette note donne ainsi des éclairages sur des débats actuels, notamment dans un contexte de vives discussions autour du budget 2025. Quels types de politiques environnementales sont les plus à même d'être acceptées par les Français ? En matière environnementale, les mesures incitatives sont-elles toujours préférées aux mesures contraignantes ? Les allègements fiscaux sont-ils plus populaires que les subventions ? C'est à un ensemble de questions de ce type que cette note entend répondre.

## Six familles de Français

La segmentation de Project Tempo est basée sur les valeurs des citoyens et repose sur une compréhension des attitudes socio-économiques et climatiques. Cette segmentation, réalisée grâce à une méthode statistique – appelée « classification hiérarchique ascendante » – permet d’identifier des groupes d’individus dont les valeurs sur les sujets environnementaux et économiques sont globalement similaires. Une telle méthodologie contribue ainsi à mieux comprendre les attitudes et les attentes de la population française sur les enjeux environnementaux. Elle est bien plus précise que les analyses en termes de vote ou de sympathie partisane car, à l’inverse des choix électoraux qui peuvent bouger au fil du temps, les valeurs demeurent relativement stables. Cette segmentation fait ainsi apparaître les différents groupes suivants dont les caractéristiques se retrouvent dans le tableau 1<sup>2</sup>.

**Tableau 1. Caractéristiques sociales et politiques des différents groupes composant la population française**

	« Écolos » engagés	Européistes	France qui va bien	Classes moyennes pressurisées	Localistes	Traditionalistes
<b>Âge</b>						
18-34 ans	27%	29%	33%	29%	20%	11%
35-54 ans	34%	26%	37%	32%	39%	33%
55 ans et plus	39%	44%	30%	40%	42%	55%
<b>Revenu annuel</b>						
0 à 12 000 euros	7%	10%	8%	9%	12%	10%
12 000 à 24 000 euros	18%	18%	20%	21%	21%	28%
24 000 à 48 000 euros	47%	47%	38%	46%	42%	41%
+ 48 000 euros	24%	20%	31%	15%	16%	12%

<b>Niveau de diplôme</b>						
Inférieur au bac	8%	13%	17%	23%	26%	29%
Bac ou bac + 2	42%	49%	41%	50%	49%	51%
Bac + 3 et plus	50%	38%	41%	27%	25%	19%
<b>Lieu d'habitation</b>						
Zone rurale	22%	16%	17%	21%	22%	30%
2 000-19 999 habitants	16%	17%	13%	20%	19%	21%
20 000-99 999 habitants	9%	16%	11%	14%	14%	17%
100 000 habitants et plus	37%	31%	31%	29%	32%	24%
Agglomération parisienne	17%	19%	28%	16%	13%	8%
<b>Catégorie socio-professionnelle</b>						
Agriculteurs	0%	1%	2%	1%	0%	1%
Auto-entrepreneurs	3%	2%	7%	5%	2%	4%
Cadres supérieurs	13%	11%	18%	6%	9%	6%
Professions intermédiaires	23%	13%	12%	19%	13%	12%
Employés	14%	16%	19%	19%	19%	13%

Ouvriers	5%	9%	12%	12%	16%	16%
Retraités	27%	31%	21%	29%	26%	39%
Inactifs	14%	16%	10%	9%	15%	10%
<b>Intentions de vote</b>						
La France insoumise (LFI)	18%	10%	12%	7%	9%	3%
Les Écologistes	27%	11%	6%	5%	3%	2%
Parti socialiste (PS)	18%	16%	16%	12%	12%	6%
Ensemble	6%	18%	17%	12%	8%	3%
Les Républicains (LR)	4%	10%	13%	12%	9%	8%
Rassemblement national (RN)	12%	15%	22%	33%	45%	62%
Reconquête !	2%	3%	3%	6%	5%	10%
Abstention	8%	7%	4%	8%	6%	4%
<b>Propension à changer de vote d'une élection à l'autre</b>						
Électeur stable	47%	45%	49%	49%	53%	63%
Électeur indécis	45%	48%	47%	43%	40%	34%
Abstentionniste	8%	7%	4%	8%	6%	4%
N'a jamais voté	0%	0%	0%	0%	0%	0%

## Les « écolos » engagés (14% de la population)

En termes d'âge, ils n'ont que peu de différences par rapport à l'ensemble de la population française, signe que l'écologie n'est pas seulement un sujet de préoccupations pour la jeunesse. Ils disposent par ailleurs d'un niveau de revenu assez élevé, 24% ayant un revenu annuel supérieur à 48 000 euros et 47% ayant un revenu annuel compris entre 24 000 euros et 48 000 euros. Parmi nos six groupes, c'est indéniablement celui qui possède le niveau d'éducation le plus élevé : 50% ayant un bac +3 ou plus. Ce groupe se caractérise également par son profil très urbain : 54% vivant dans des communes de plus de 100 000 habitants, soit 7 points de plus que pour l'ensemble de la population française.

Parmi nos six groupes, les écolos engagés sont les plus à gauche de l'échiquier politique. Ainsi, 27% envisagent de voter pour un candidat Les Écologistes (anciennement EE-LV), 18% pour un candidat LFI et 18% pour un candidat du Parti socialiste.

## Les européistes (14% de la population)

C'est un groupe dont la structure d'âge est assez équilibrée et fortement représentative de l'ensemble de la population française. De manière générale, ce groupe est surreprésenté au sein des classes moyennes supérieures. Ainsi, 47% des membres de ce groupe ont un revenu annuel compris entre 24 000 euros et 48 000 euros (contre 43% de la population française). De même, 49% ont un bac ou bac +2 (contre 47% au sein de la population française) et 38% ont un diplôme supérieur à bac +2 (contre 33% au sein de la population française). Ils sont également légèrement plus urbains que la moyenne.

D'un point de vue politique, c'est un groupe social de centre gauche avec 18% d'intentions de vote pour Ensemble et 16% pour le Parti socialiste, même si une part non négligeable serait prêt à voter pour le Rassemblement national (15%).

## La « France qui va bien » (17% de la population)

C'est de nos six groupes celui dont le niveau de revenu est le plus important (31% possèdent un revenu annuel supérieur à 48 000 euros contre seulement 19% des Français). Si 21% des membres de ce groupe sont des retraités, 18% sont des cadres supérieurs (contre 11% dans la population française). Ces niveaux de revenu plus hauts que la moyenne ne se retrouvent cependant pas en

termes de niveaux de diplôme. Si 41% des membres de ce groupe ont un diplôme supérieur à bac +2, c'est moins que pour les européistes (38%) et que pour les « écolos » engagés (50%). Ce groupe est également bien plus urbain, et surtout parisien, que la moyenne (28% vivent à Paris contre 16% au sein de l'ensemble de la population française).

D'un point de vue politique, ce groupe est le dernier vrai bastion d'Emmanuel Macron, 17% souhaitant toujours voter pour un candidat Ensemble lors d'une prochaine élection présidentielle. Néanmoins, même au sein de cette catégorie, le Rassemblement national est mesuré à 22%, signe de sa mutation en parti « attrape-tout ».

## **Les classes moyennes pressurisées (20% de la population)**

Comme pour les européistes, les classes moyennes pressurisées ont un profil d'âge assez représentatif de la population française. Elles sont principalement composées de retraités (29%), d'employés (19%) et de professions intermédiaires (19%). Leur niveau d'éducation est plus faible que la moyenne des Français : 23% ont un niveau de diplôme inférieur au bac et 50% un bac ou bac +2. Ce groupe est par ailleurs assez rural : 41% habitent dans des communes de moins de 20 000 habitants.

Sur l'aspect politique, comme sur l'aspect socio-démographique, les classes moyennes pressurisées sont extrêmement représentatives des intentions de vote de l'ensemble de la population : 33% souhaitent voter pour le Rassemblement national, 12% pour Ensemble et 12% pour le Parti socialiste.

## **Les localistes (20% de la population)**

Tout d'abord, les localistes sont sous-représentés chez les jeunes (20% chez les moins de 35 ans), mais ils sont surreprésentés dans les tranches d'âge intermédiaires, au cœur de la vie active (39% ont entre 35 et 54 ans). C'est également un des groupes aux revenus les plus modestes (33% ont un revenu annuel inférieur à 24 000 euros). Ils se caractérisent également par un faible niveau d'études (26% ont un diplôme inférieur au bac et 49% ont le bac ou un bac +2). En termes de lieu d'habitation, ils sont extrêmement représentatifs de la population française dans son ensemble et sont également assez représentatifs de la population française en termes de catégories socio-professionnelles, même s'ils sont davantage composés d'ouvriers (16% contre 13%).

Sur un aspect politique, les localistes se prononcent très clairement en faveur du Rassemblement national (45%), même si le reste de ce groupe possède un profil politique plus diversifié : 9% pour

La France insoumise et 9% pour Les Républicains.

## Les traditionalistes (15% de la population)

La première caractéristique majeure de ce groupe est d'être âgé : 55% des membres de ce groupe ont plus de 55 ans, soit 14 points de plus que dans l'ensemble de la population française. Ce groupe se caractérise également par un faible niveau d'éducation, près de la moitié (29%) ayant un diplôme inférieur au baccalauréat. Leur niveau de revenu est également assez faible : 38% ont un revenu annuel inférieur à 24 000 euros. C'est donc sans surprise qu'ils sont surreprésentés chez les retraités (39%) et chez les ouvriers (16%). En termes de lieu d'habitation, leur profil est très rural (30%, soit 9 points supérieur à l'ensemble de la population française).

Sur l'aspect politique, ce groupe est indéniablement le plus à droite, voire à l'extrême droite : 62% de ses membres envisagent de voter pour le Rassemblement national et 10% pour Reconquête !.

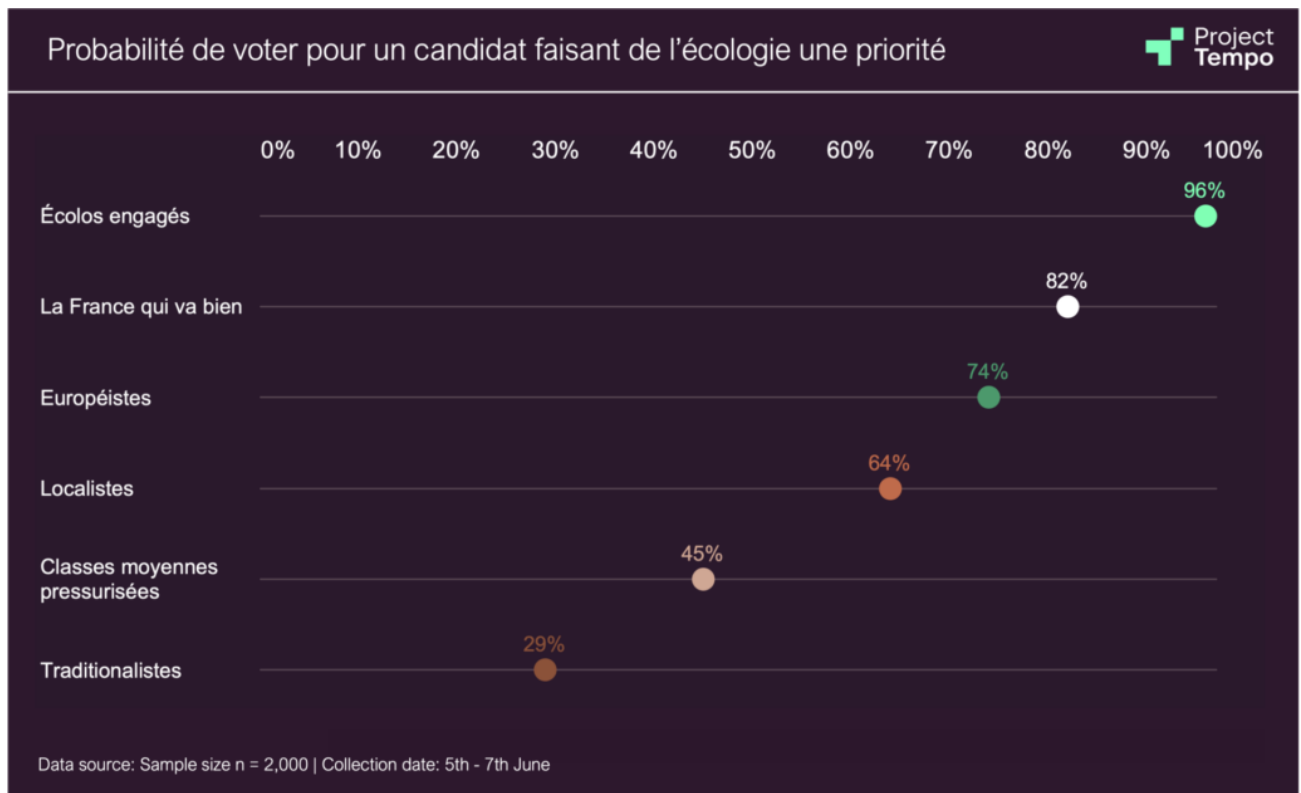
Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## Des rapports à l'environnement extrêmement différents

Nous avons donc mis en lumière l'existence de six grandes catégories de Français. Or, comme nous allons le montrer, ces différentes familles n'ont pas du tout le même rapport à l'environnement et aux politiques climatiques. Regardons dans un premier temps la volonté de voter pour un candidat qui ferait de l'écologie une priorité (*graphique 1*).

**Graphique 1. Probabilité de voter pour un candidat faisant de l'écologie une priorité**

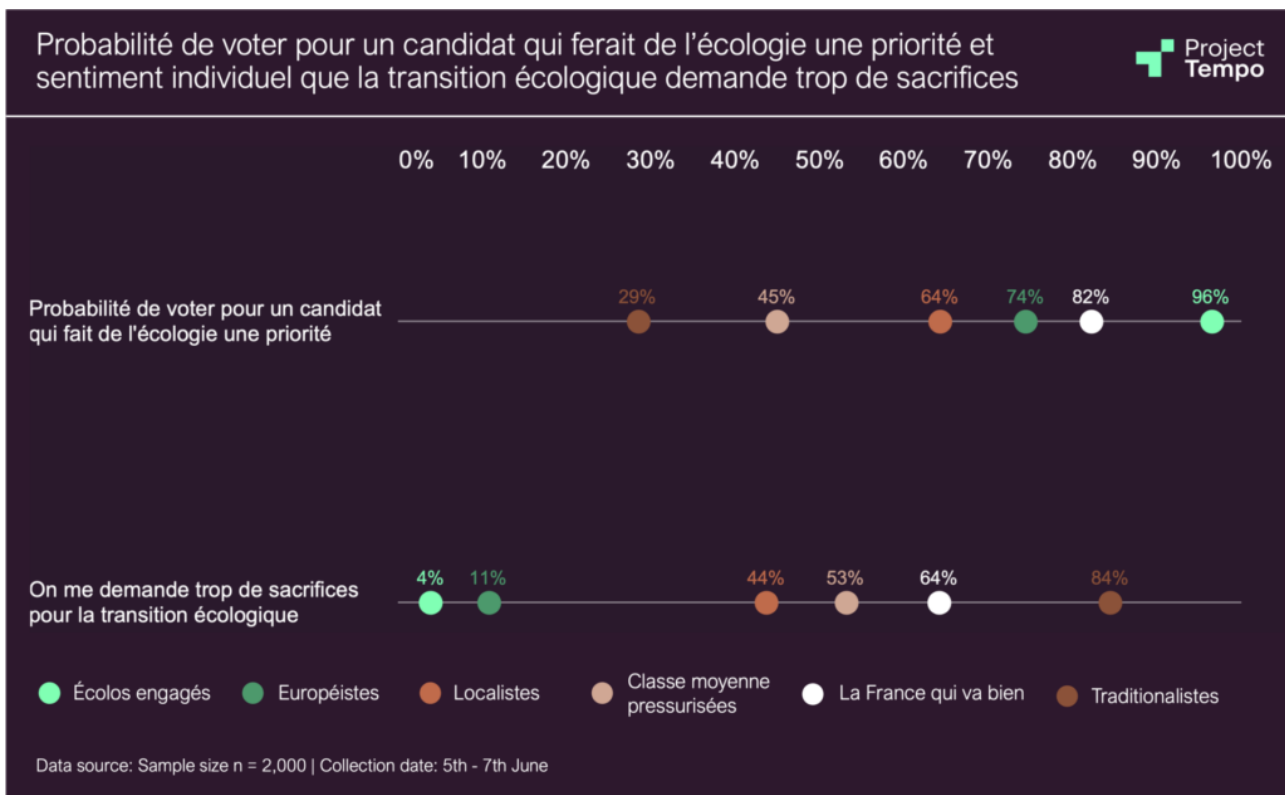


Près de la totalité des « écolos » engagés (96%) déclarent qu'ils seraient prêts à voter pour un candidat faisant de l'écologie une priorité. Ce chiffre reste également extrêmement élevé pour les européistes (74%) et pour la « France qui va bien » (82%). Il baisse légèrement, tout en restant néanmoins majoritaire chez les localistes (64%). Concernant les deux catégories restantes, les classes moyennes pressurisées sont davantage dans une position ambivalente (seulement 45% souhaiteraient voter pour un candidat faisant de l'écologie une priorité) tandis que la mise en avant des enjeux écologiques est clairement un repoussoir pour les traditionalistes (seulement 29% voteraient pour un candidat faisant de l'écologie une priorité).

Nous avons donc quatre groupes de Français voyant d'un bon œil un candidat qui ferait de l'écologie une priorité, un groupe plutôt mitigé sur ce sujet et un groupe clairement rétif à cette idée. Néanmoins, il est nécessaire de croiser cette donnée avec la perception de leur contribution à l'effort écologique. Pour ce faire, nous avons demandé aux personnes interrogées à quel point elles avaient l'impression qu'on leur demandait trop de sacrifices pour la transition climatique (*graphique 2*). La question de « sacrifices » comprend évidemment une dimension économique mais également certaines interdictions liées aux mesures environnementales comme les zones à faibles émissions (ZFE) par exemple.

## Graphique 2. Probabilité de voter pour un candidat qui ferait de l'écologie une priorité et sentiment individuel

## que la transition écologique demande trop de sacrifices



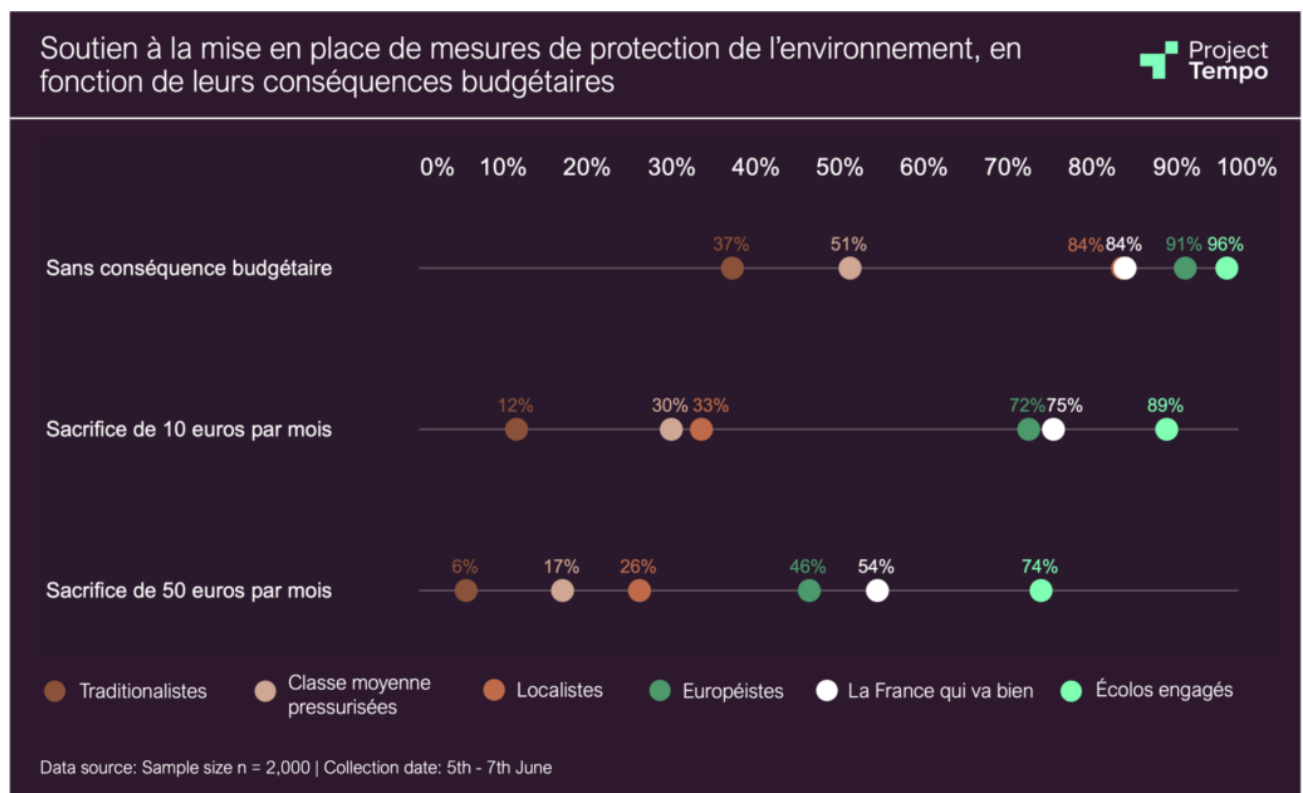
Indéniablement, c'est bien chez les « écolos » engagés et les européistes que la marge de manœuvre climatique est la plus importante. Nous l'avons dit, ces deux groupes sont largement prêts à voter pour un candidat qui ferait de l'écologie une priorité. Or, dans le même temps, ils sont très minoritaires (respectivement 4% et 11%) à considérer qu'on leur en demande trop pour faire face à la transition écologique. Ce sont donc deux groupes à même de juger durement des représentants politiques accusés d'inaction climatique. Les traditionalistes ont également une position cohérente, bien qu'inverse. S'il est peu probable qu'ils votent pour un candidat faisant de l'environnement une priorité (29%), ils considèrent également extrêmement majoritairement (84%) qu'on leur en demande trop pour faire face à la transition climatique.

Concernant les trois groupes restants, la donne est plus complexe. Concernant les membres de la « France qui va bien », s'ils sont largement prêts à voter pour un candidat faisant de l'écologie une priorité, ils sont également largement majoritaires (64%) à considérer qu'on leur en demande trop pour la transition climatique. Le risque de repli sur soi de cette « France qui va bien » est donc une réelle possibilité. Chez les localistes, l'écart est également similaire, bien que moins en faveur de l'environnement : 44% des membres de ce groupe considèrent qu'on leur en demande trop pour faire face à la transition écologique. Enfin, pour les classes moyennes pressurisées, la donne est encore plus complexe : ils sont davantage à considérer qu'on leur en demande trop pour faire face

à la transition climatique (53%) qu'à avoir envie de voter pour un candidat faisant de l'écologie une priorité.

Plus encore, c'est bien d'un point de vue financier que la réticence aux mesures climatiques se perçoit le plus. Nous avons ainsi demandé dans un premier temps à notre échantillon à quel point il était important que la France mette en place des mesures de protection de l'environnement. Puis nous avons reposé la même question mais en précisant que ces mesures auraient un impact financier négatif de 10 euros ou de 50 euros sur leur pouvoir d'achat mensuel (*graphique 3*).

**Graphique 3. Soutien à la mise en place de mesures de protection de l'environnement, en fonction de leurs conséquences budgétaires**



Il est ainsi frappant de constater à quel point le niveau de soutien aux politiques environnementales se modifie en fonction des conséquences économiques de ces dernières. Au global, 71% des Français soutiennent les politiques environnementales par principe, mais ce niveau baisse à 50% si ces politiques ont un impact de 10 euros par mois sur le pouvoir d'achat et même à 30% si elles ont un impact négatif mensuel de 50 euros. L'écart est d'ailleurs manifeste pour les localistes : le soutien de principe aux politiques environnementales s'établit à 84% mais chute à 33% en cas de baisse de pouvoir d'achat de 10 euros par mois. Au contraire, les deux catégories de la population dont le positionnement est le plus consistant sont, d'une part, les « écolos » engagés, qui soutiennent les politiques environnementales, peu importe le niveau de contribution financière

individuelle qu'elles nécessitent et, d'autre part, les traditionalistes qui eux refusent très majoritairement les politiques environnementales, peu importent leurs conséquences économiques.

## Le rapport des Français à différentes politiques climatiques

Jusqu'ici, nous avons donc montré que la société française était divisée quant à son rapport à l'environnement. Dans cette partie, nous cherchons à étudier concrètement le rapport de nos six catégories de Français à différentes politiques climatiques. Il ne s'agit là que d'une sélection de politiques environnementales que nous avons testées. Nous publierons ultérieurement une analyse plus poussée, explorant la manière dont ces segments réagissent aux politiques dans des secteurs clés, notamment l'énergie, les transports, les bâtiments, l'industrie et l'agriculture.

**Tableau 2. Soutien des Français à différents types de politiques environnementales**

	« Écolos » engagés	Européistes	France qui va bien	Classes moyennes pressurisées	Localistes	Traditionalistes	Ensemble de la population
Accorder une réduction fiscale aux entreprises qui convertissent leur flotte en véhicules électriques	60%	54%	79%	50%	54%	25%	53%
Conditionner les aides aux véhicules électriques à leur fabrication en France	61%	67%	81%	59%	66%	51%	63%
Interdire la vente de nouvelles voitures à essence et diesel à partir de 2035. Les gens pourront toujours acheter des voitures d'occasion	63%	52%	68%	42%	34%	12%	45%

Le gouvernement devrait taxer les vols en classe affaires et utiliser les recettes pour subventionner les billets de train	80%	67%	81%	59%	64%	44%	66%
À Andilly-les-Marais (Charente-Maritime), les habitants ont formé une coopérative de citoyens pour construire des éoliennes locales. Les citoyens sont désormais copropriétaires des sites et reçoivent une part des bénéfices. Les pouvoirs publics soutiennent ces projets en accordant des réductions d'impôts sur les bénéfices qui reviennent aux citoyens	82%	75%	87%	64%	64%	48%	69%
Restreindre la vente de la <i>fast fashion</i> pour soutenir les marques françaises durables	78%	70%	82%	59%	61%	41%	65%
Taxer les importations en provenance de pays dont les lois environnementales sont moins strictes, même si cela se traduit par des prix plus élevés pour les clients français	64%	64%	77%	59%	54%	41%	59%

Subventionner les agriculteurs qui utilisent leurs terres de manière à réduire les émissions, par exemple en plantant des arbres ou en installant des panneaux solaires dans leurs champs	71%	68%	87%	74%	66%	54%	69%
<b>Taux de soutien total aux politiques individuelles</b>	<b>67%</b>	<b>62%</b>	<b>79%</b>	<b>57%</b>	<b>55%</b>	<b>38%</b>	<b>59%</b>

Dans l'ensemble, notre étude montre que les Français approuvent plutôt les différentes mesures testées. Seule une mesure ne recueille pas une majorité d'opinions positives : l'interdiction de la vente de nouvelles voitures essence et diesel à partir de 2035 (45%). Cela dit immédiatement quelque chose de la société française : les mesures incitatives (notamment d'un point de vue financier) seront toujours mieux reçues que les mesures coercitives.

À l'inverse, cinq politiques sont largement plébiscitées par les Français : la taxation des vols en classe affaires dont les recettes pourraient être utilisées pour subventionner le rail (66%), la construction d'éoliennes par des coopératives de citoyens (69%), une meilleure subvention des agriculteurs qui s'engagent à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> (69%), le fait de conditionner les aides aux véhicules électriques à leur fabrication en France (63%) et la restriction de la vente de la *fast fashion* pour soutenir les marques françaises durables (65%). Cela montre ainsi, au global encore une fois, que les mesures environnementales jugées positivement sont associées au « local », que ce soit en termes d'initiatives citoyennes ou de mise en avant du *made in France*. Il existe également une demande claire que les « pollueurs institutionnels », en particulier lorsque ce sont des entreprises privées, soient davantage mis à contribution.

Enfin, deux mesures sont approuvées par tous les groupes de la population, mais seulement d'une courte tête : taxer les importations en provenance de pays dont les lois environnementales sont moins strictes, même si cela implique des prix plus élevés pour les clients français (59%) et accorder une réduction fiscale aux entreprises qui convertissent leur flotte de véhicules en véhicules électriques (53%). Cela signifie donc deux choses : d'une part, les mesures environnementales ne peuvent pas se découpler des problématiques de pouvoir d'achat qui

touchent les Français ; d'autre part, si la contribution des entreprises aux mesures environnementales est jugée essentielle, ce ne sont pas elles qui sont perçues comme devant être les premières bénéficiaires des aides environnementales.

Néanmoins, comme nous l'avons déjà fait remarquer, regarder les résultats « au global » n'est pas suffisant, la société française étant largement divisée sur ces sujets. Il est ainsi nécessaire de regarder comment l'ensemble de nos résultats se répartissent au sein de nos différentes catégories de Français.

Ce sont donc des stratégies politiques ciblées sur chacun de ces groupes qu'il faut mettre en place afin de les convaincre du bien-fondé des mesures climatiques.

## **Différentes stratégies pour différents rapports à l'environnement**

Dans ces conditions, les enjeux climatiques et environnementaux peuvent avoir trois impacts distincts sur les différents groupes que nous avons étudiés :

- chez les « écolos » engagés et les européistes, le climat peut générer des retombées politiques positives ;
- au sein de la « France qui va bien », chez les classes moyennes pressurisées et chez les localistes, les mesures environnementales sont sur une ligne de crête : en fonction de leur nature, elles peuvent soit être perçues positivement, soit négativement ;
- chez les traditionalistes, le climat possède un potentiel immédiat de *backlash*, tant la plupart des mesures environnementales proposées peuvent être fortement rejetées.

## **Là où le climat peut générer des retombées politiques positives**

### **Les « écolos » engagés**

C'est un groupe qui est donc prêt à assumer des coûts personnels pour faire face au défi climatique (91%) et qui se sent à l'heure actuelle peu accablé financièrement par la transition écologique (4% seulement se sentent obligés de faire trop de sacrifices pour le climat). Leur niveau de revenu assez élevé explique certainement ce second point. C'est donc un groupe d'appui indéniable pour la transition écologique. Cela se perçoit par un soutien largement majoritaire à la quasi-totalité des politiques publiques environnementales proposées : la restriction de la *fast fashion* (78%), la taxation des vols en classe affaires (80%)... Notons d'ailleurs que ce groupe, bien plus que tous les autres, se distingue par son aspect « coercitif » : les interdictions sont les mesures les plus

favorablement perçues par ce groupe. Autre point marquant, ce groupe se caractérise par un rapport assez méfiant vis-à-vis de l'énergie nucléaire en étant le seul de nos six groupes testés à ne pas y être majoritairement favorable (28%).

Ainsi, si ce groupe est un fervent défenseur du climat, il peut se révéler être assez contraignant sur plusieurs dimensions. D'une part, son soutien majeur pour des mesures environnementales, et en particulier pour des mesures coercitives, peut être finalement trop en avance par rapport au point d'équilibre de la société et donc risquer de rebuter une partie substantielle de la population. D'autre part, le fait que ce groupe soit majoritairement anti-nucléaire peut être un frein à la transition écologique, car, à l'heure actuelle, le succès de la politique de décarbonation française repose sur l'énergie nucléaire. Dans ces conditions, il est impératif que l'indispensable stratégie de développement des énergies renouvelables soit associée plutôt qu'opposée au nucléaire. Communiquer sur ce point en visant ce groupe particulier serait une première stratégie.

## **Les européistes**

Ils sont prêts à supporter un coût personnel pour lutter contre le changement climatique (69%) et ne croient pas, dans l'ensemble, que la France doive faire passer l'économie avant le climat (20%). Ainsi, ils sont majoritairement favorables à la quasi-totalité des mesures que nous avons testées (64% en faveur de lois visant à taxer les produits en provenance de pays dont les lois environnementales sont moins strictes, 68% en faveur de subventions pour les agriculteurs agissant davantage dans la transition écologique...). Néanmoins, leur désir de voir des mesures environnementales mises en place a tendance à s'estomper si elles impliquent des sacrifices financiers trop importants. Rappelons ainsi qu'une courte majorité de ce groupe (54%) s'opposerait à des mesures environnementales qui impliqueraient un sacrifice financier personnel de 50 euros par mois. Le point de blocage principal pour ce groupe, en dehors des pures considérations financières, est que, malgré son désir de voir des mesures environnementales mises en place, il n'a pas le sentiment que les activistes climatiques s'adressent actuellement à eux (27%). Dans ces conditions, les mesures environnementales auront d'autant plus de chance de recevoir l'aval de ce groupe si elles sont portées au niveau européen : 66% des membres de ce groupe souhaitent ainsi que la France influe davantage sur l'agenda climatique européen.

## **Là où le climat est sur une ligne de crête**

### **La « France qui va bien »**

Le rapport de ce groupe aux questions environnementales est assez singulier. D'un côté, c'est le groupe qui est le plus en faveur des différentes politiques environnementales que nous avons

testées : 81% sont pour la taxation des vols en classe affaires, 81% pour le conditionnement des aides aux véhicules électriques à leur fabrication en France, 79% pour le fait d'accorder une réduction fiscale aux entreprises qui convertissent leur flotte de véhicules thermiques en véhicules électriques...

De l'autre, ce groupe estime néanmoins que l'économie doit passer avant la lutte contre le changement climatique (67%) et a globalement l'impression qu'on lui en demande trop pour faire face à la transition écologique (64%). Ce groupe peut donc être perdu s'il a l'impression que les mesures de protection de l'environnement se feront au détriment de la croissance économique. Son désir de voir des mesures environnementales mises en application se situe donc davantage au niveau structurel qu'au niveau individuel. Pour gagner ce groupe, il est donc nécessaire de positionner la politique climatique comme économiquement bénéfique, en s'appuyant sur la création de nouveaux emplois et sur les opportunités d'innovation.

## **Les classes moyennes pressurisées**

Ce groupe a l'impression qu'on lui en demande trop pour protéger l'environnement (53%) et seulement 13% des membres de ce groupe pensent qu'il est important de lutter contre le changement climatique même si cela implique des prix plus élevés. Ce constat se renforce par ailleurs lorsqu'on s'intéresse au rapport de ce groupe aux différentes politiques climatiques testées. Le soutien aux mesures environnementales fléchit ainsi largement lorsqu'elles sont de nature à avoir des conséquences négatives sur le pouvoir d'achat : seulement 42% des membres de ce groupe sont favorables à l'interdiction à la vente de nouvelles voitures diesel ou essence à partir de 2035. Au contraire, les initiatives locales sont largement plébiscitées (64%).

Les classes moyennes pressurisées sont donc un groupe pivot de par sa nature de « petite France » en termes de caractéristiques socio-démographiques et politiques que nous soulignons. Ainsi, ce groupe peut soit être instrumentalisé contre le changement climatique, dans la mesure où le Rassemblement national a besoin de ce groupe pour arriver au pouvoir, soit devenir un allié de la transition écologique, mais seulement si les mesures mises en place lui correspondent. Ainsi, des mesures environnementales ne recevront jamais l'assentiment de ce groupe si elles se font au détriment de leurs préoccupations premières : le coût de la vie et le pouvoir d'achat.

## **Les localistes**

Ce groupe estime qu'il est important que la France mette en œuvre une politique de lutte contre le changement climatique (84%). Néanmoins, ce chiffre tombe à 33% lorsqu'ils pensent que cela leur coûtera 10 euros de plus par mois. Les préoccupations de ce groupe concernant son pouvoir

d'achat et la difficulté à boucler les fins de mois expliquent largement ces deux chiffres. Ainsi, malgré son positionnement assez proche du Rassemblement national, seule une courte majorité (54%) est favorable à la taxation supplémentaire de produits provenant de pays aux normes environnementales plus souples car cela aurait pour conséquence une augmentation du prix de certains produits.

Ce groupe n'est donc pas idéologiquement opposé aux mesures environnementales, mais si ces dernières ont un impact trop important sur le pouvoir d'achat, ce groupe risque d'être complètement perdu pour le climat. Néanmoins, des mesures structurelles impliquant l'ensemble des acteurs économiques peuvent acquérir le soutien de ce groupe de la population et sont donc essentielles. Ainsi, ce groupe pense que les supermarchés devraient jouer un rôle plus important dans la décarbonation du secteur agricole (75%) et que les grandes entreprises devraient contribuer davantage à la transition vers une production nette zéro (83%).

## **Là où le climat a un potentiel immédiat de *backlash***

### **Les traditionalistes**

C'est donc un groupe très traditionnel et conservateur de la population française qui croit en la croissance économique plutôt qu'en la transition climatique. Il refuse de payer davantage pour la transition écologique (5%). Les membres de ce groupe se sentent globalement dépassés par la transition écologique et 18% de ce groupe ne pensent même pas que le changement climatique soit une réalité<sup>3</sup>. Pour le dire autrement, ce groupe est clairement un frein à la mise en place de mesures environnementales. Ainsi, ce groupe est majoritairement opposé à la quasi-totalité des politiques climatiques que nous avons testées : 41% des membres de ce groupe sont pour la restriction de la *fast fashion*, seulement 12% sont favorables à l'interdiction de la vente de nouvelles voitures essence ou diesel à partir de 2035.

Il existe néanmoins un chemin de crête concernant l'énergie nucléaire qui répond largement au désir d'autosuffisance énergétique mis en avant par ce groupe. 64% voient ainsi dans le nucléaire une opportunité économique d'exportation vers d'autres pays. La promotion d'un discours progressiste sur le nucléaire par un parti politique est donc susceptible de bien refléter les valeurs de ce groupe.

## **Conclusion : quelle perspective pour la politique**

## environnementale française ?

Nous l'avons donc vu au fil de cette étude, les Français sont divisés sur les enjeux environnementaux. Pour une partie d'entre eux (les « écolos » engagés et les européistes) représentant 28% de la population française, l'environnement est un sujet de préoccupation majeur. C'est l'inaction climatique, réelle ou supposée, des gouvernements qui donnera lieu à des critiques bien davantage que des politiques environnementales ambitieuses. Au contraire, un autre segment de la population, les traditionalistes, représentant 15% de la population, est à l'heure actuelle « perdu pour le climat » : les politiques environnementales auront toutes les chances de détourner le vote de ce segment du représentant politique qui les porte. Enfin, une majorité de Français (les localistes, les classes moyennes pressurisées et la « France qui va bien »), représentant 57% de la population, est dans une ambivalence : leur soutien aux mesures environnementales dépendra clairement de la nature de ces dernières. C'est à cette masse de Français que les représentants politiques doivent donc en particulier s'adresser. Pour garantir l'approbation de cette partie de la population, les politiques environnementales doivent donc répondre aux impératifs suivants :

1. **avoir un ancrage local** : les politiques de décarbonation doivent être axées sur la participation locale et la cohésion sociale au niveau territorial, réparer les dommages causés par un système de gouvernement descendant et offrir des solutions aux collectivités. Cette partie de la population se sent laissée-pour-compte par le mouvement climatique actuel en partie car les mesures environnementales sont perçues comme étant mises en place par une population urbaine et aisée, qui ne comprend pas les enjeux des territoires français ;
2. **promouvoir un changement systémique** : cette catégorie de la population peut être fortement rebutée par des mesures environnementales demandant uniquement une implication, et notamment une implication financière, des citoyens. Des sacrifices financiers ne pourront être acceptés que s'ils sont accompagnés de mesures structurelles de transition écologique, impliquant l'ensemble des acteurs économiques. Le fait de demander une participation financière des grandes entreprises, en particulier lorsqu'elles sont responsables d'émissions de CO<sub>2</sub>, répondrait à leur désir d'une transition équitable et atténuerait leur sentiment d'injustice. Pour le dire autrement, la transition écologique doit être juste socialement et ne pas impliquer seulement les citoyens ;
3. **permettre de rendre la France indépendante** : les politiques qui renforcent l'indépendance de la France et qui permettent de ne pas importer de l'énergie ou des denrées alimentaires sont susceptibles d'être bien accueillies. Les politiques qui contribuent à la décarbonation, tout en contribuant à la sécurité alimentaire et énergétique, sont susceptibles d'être populaires auprès de ce public ;

4. **prendre en compte les problématiques de pouvoir d'achat** : ces segments perçoivent depuis longtemps le régime fiscal français comme opaque et injuste. Ils pensent qu'il prive les travailleurs honnêtes et permet à l'élite de s'en tirer avec des contributions minimales. Les politiques climatiques ne font pas exception à cette règle. Notre étude montre une réaction négative, voire viscérale, à toute politique mentionnant le mot « impôt », qu'elle concerne les particuliers ou les entreprises. Au contraire, ces segments veulent se sentir récompensés et incités à jouer leur rôle dans la transition écologique. Les impôts sont seulement jugés acceptables lorsqu'ils sont appliqués aux « superprofits ». Par ailleurs, les allègements fiscaux sont préférés aux subventions, tant pour les particuliers que pour les entreprises. Ils sont perçus comme donnant aux citoyens un certain pouvoir d'achat leur permettant de prendre leur propre décision quant à la contribution qu'ils souhaitent apporter à la transition.

1. **Enquête électorale française – vague 6**, Ipsos pour le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne, *Le Monde*, France TV et Radio France, 27 juin 2024.
2. Le positionnement de chacun des groupes sur les sujets environnementaux est par ailleurs présenté tout au long de la note.
3. Les trois possibilités de réponse étaient les suivantes : « le changement climatique est réel et est causé par l'activité humaine », « le changement climatique est réel, mais c'est un phénomène naturel qui n'est pas d'origine humaine » et « le climat ne se modifie pas de façon significative ».